

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

Arrêté du Gouvernement wallon décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision du plan de secteur de La Louvière-Soignies (planches 38/8, 39/5 et 46/1) portant sur l'inscription :

- de deux zones d'extraction sur le territoire de la commune de Soignies (Soignies et Neufvilles), en extension du site dit « Carrières du Hainaut », afin de permettre la poursuite de l'activité existante ;
 - de deux zones d'extraction, d'une zone d'activité économique industrielle, d'une zone agricole et d'un périmètre de réservation, à titre complémentaire, sur le même site ;
 - de trois zones agricoles et de deux zones d'espaces verts sur le même site ainsi que d'une zone naturelle, de deux zones agricoles et d'une zone d'espaces verts sur le site dit « Restaumont » à Ecaussinnes au titre de compensation planologique et d'une zone naturelle à titre complémentaire ;
 - et sur le remplacement d'un périmètre de réservation relatif à un tronçon réalisé de la RN 57 sis à proximité du site dit « Restaumont » par le tracé du tronçon réalisé.
-

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (CWATUP), les articles 4, 42 et 42bis ;

Vu le schéma de développement de l'espace régional (SDER), adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2003 adoptant définitivement la révision du plan de secteur de La Louvière-Soignies inscrivant une zone d'extraction destinée à permettre la mise en dépôt des terres de découverte et des stériles de la carrière exploitée par la « S.C.A. Carrières du Hainaut » sur le territoire de Soignies (Neufvilles), au lieu-dit « Le Calai » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 2014 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1987 établissant le plan de secteur de La Louvière-Soignies ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juin 2016 :


décidant la révision du plan de secteur de La Louvière-Soignies (planches 38/8, 39/5 et 46/1),

- adoptant l'avant-projet de révision en vue de l'inscription :

* de deux zones d'extraction sur le territoire de la commune de Soignies (Soignies et Neufvilles), en extension du site dit « Carrières du Hainaut », afin de permettre la poursuite de l'activité existante,

* de deux zones d'extraction, d'une zone d'activité économique industrielle, d'une zone agricole et d'un périmètre de réservation, à titre complémentaire, sur le même site,

* de trois zones agricoles et de deux zones d'espaces verts sur le même site ainsi que d'une zone naturelle, de deux zones agricoles et d'une zone d'espaces verts sur le site dit « Restaumont » à Ecaussinnes au titre de compensation planologique et d'une zone naturelle à titre complémentaire ;



- et du remplacement d'un périmètre de réservation relatif à un tronçon réalisé de la RN 57 sis à proximité du site dit « Restaumont » par le tracé du tronçon réalisé ;
- adoptant le projet de contenu d'étude d'incidences relatif à l'avant-projet de révision du plan de secteur

- et chargeant le Ministre de l'Aménagement du Territoire de recueillir les avis de la Commission régionale d'aménagement du territoire (CRAT), du Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable (CWEDD) et de la Direction des Eaux souterraines du Département de l'Environnement et de l'Eau de la DGO3, conformément aux dispositions de l'article 42, alinéa 4, du Code ;

Considérant que les avis de la CRAT, du CWEDD et de la Direction des Eaux souterraines du Département de l'Environnement et de l'Eau de la DGO3 ont été sollicités en date du 26 juillet 2016 ;

Considérant que les alinéas 5 et 6 de l'article 42 du CWATUP prévoient que ces avis doivent être transmis dans les 30 jours de la demande et, qu'à défaut, ils sont réputés favorables ;

Considérant cependant que le point 2° de l'alinéa 1^{er} de l'article 4 du CWATUP prévoit que ce délai est suspendu entre le 16 juillet et le 15 août, que dès lors les avis devaient être transmis au plus tard le 15 septembre 2016 ;

Considérant que la CRAT et le CWEDD ont respectivement émis leurs avis les 9 septembre et 22 août 2016, soit dans le délai requis ;

Considérant que la DGO3 a émis un avis le 13 septembre et un complément d'avis le 15 septembre 2016, soit dans le délai requis ;

Considérant que, dans son avis du 22 août 2016, le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable a jugé inopportun de compléter le projet de cahier des charges, estimant que le système d'agrément dans lequel il intervient confère à l'auteur d'études les compétences pour déterminer les incidences particulières et synergiques d'un projet de plan sur l'environnement ;

Considérant que, dans son avis du 9 septembre 2016, la Commission régionale d'aménagement du territoire a estimé que « le projet de contenu de l'étude d'incidences semble particulièrement complet aux regards des enjeux économiques et d'aménagement du territoire que représente la demande pour l'entreprise et la région » et n'a pas proposé de complément ;

Considérant que, dans son avis du 13 septembre 2016, la DGO3 a proposé de compléter le projet de contenu d'étude d'incidence de la manière suivante :

« Point "B. Degré de précision des informations" :

- Au niveau du préambule, le cinquième paragraphe commençant par la phrase « Compte tenu de la proximité... » devrait être complété comme suit :

« Compte tenu de la proximité du site de la carrière du Clypot, elle devra aussi, tenir compte du cumul des incidences des deux sites (notamment en ce qui concerne l'hydrogéologie et la mobilité). En ce qui concerne l'hydrogéologie, elle devra également tenir compte des autres sites de prélèvement d'eau souterraine (carrières, distribution publique, usages industriels) pouvant engendrer un cumul significatif d'incidences sur la nappe avec le présent projet, dont notamment la carrière Tellier des Prés et la prise d'eau Restaumont. » ;

- « 2. Plan d'exploitation », le sous-point relatif à l'évaluation des incidences des différents scénarios, notamment quant à « une gestion parcimonieuse du sol » apparaît effectivement comme un élément important, notamment concernant la perte de terres agricoles projetée et les compensations correspondantes ;

- « 4. Hydrogéologie » est un point extrêmement important pour permettre de s'assurer d'une gestion durable de la masse d'eau souterraine RWE013. Pour que notre administration soit à même de juger du respect de cet objectif, il convient de préciser les points suivants :

* au niveau du tiret « Eaux souterraines », « analyse approfondie... », 4^{ème} ligne : « cette étude précisera la piézométrie actuelle (évolution observée de 2008 à 2015) et future (prévision d'évolution pendant toute la durée de l'exploitation, jusqu'à l'échéance du projet en 2060) » ;

* au niveau du quatrième tiret « Estimation des possibilités d'approfondissement... » : ajouter la phrase suivante en fin de paragraphe : « Mise en relation de l'évolution temporelle des volumes d'exhaures prévisionnels avec l'évolution temporelle des profondeurs d'exploitation projetées, et avec l'évolution projetée des autres prélèvements significatifs sur l'aire d'alimentation, jusqu'à l'échéance du projet en 2060. » ;

- les points « 5. Agriculture » et « 7. Compensations » sont effectivement des éléments importants à prendre en considération pour l'EIP dans l'optique d'une gestion parcimonieuse du sol. Nous attirons l'attention sur l'importance particulière à accorder pour assurer la viabilité des exploitations agricoles concernées (M. L'Hoir Stéphane et Mme Siraux Séverine) ;

- un point « 8. Faune et Flore » devrait être rajouté, celui-ci portant sur :

* « inventaire et description des espèces et des habitats, biotopes particuliers, biotopes aquatiques et palustres, présence éventuelle d'espèces et de milieux protégés situés dans le périmètre du site et plus particulièrement à proximité du cours d'eau du Plantin. Un intérêt particulier devant être porté sur les espèces protégées par la Loi sur la Conservation de la Nature » ;

* « étude de l'impact du tracé de la route de la Pierre Bleue (rue de Neufvilles) sur les boisements situés en zone d'espaces verts » ;

« PHASE I » - « Chapitre IV. Examen des compensations » :


Cet élément apparaît également comme un élément important, notamment concernant la perte de terre agricole projetée et les compensations correspondantes ainsi que de pertes de biodiversité.

En ce qui concerne les compensations planologiques, le demandeur devra porter une attention particulière à l'effectivité des compensations en tenant compte de la situation de droit et de fait des parcelles existantes, notamment au regard de l'existence de statut de réserve naturelle domaniale.

En ce qui concerne les compensations alternatives, il conviendrait également de faire apparaître au niveau de ce paragraphe que « l'auteur devra vérifier l'adéquation du projet d'aménagement de la motte dans le but 'du développement d'une agriculture extensive' avec un objectif de maintien de la valeur biologique de ce site (lutte contre l'envahissement ligneux, entretien de la prairie maigre par fauche ou pâturage, création de mares temporaires et permanentes, pierriers,...) ; cette adéquation devra se faire en concertation avec les services extérieurs du DNF » ;

« PHASE II » :

- Point « 2.2. Caractéristiques environnementales » - sous-points 2.2.2. Pédologie : pour cet élément, il serait opportun de tenir compte de la qualité des sols notamment en matière d'aptitude à l'agriculture pour (comparaison) les zones agricoles perdues par la modification du plan de secteur projetée en regard de celle des zones agricoles créées à titre de compensations. Et ce, en explicitant, le cas échéant, les mesures prévues pour améliorer l'aptitude agricole des zones de compensations visées et permettre ainsi une compensation effective ;



- Point « 3. Impact sur le sol et le sous-sol » : le contenu de cet élément devrait être mis en lien notamment avec celui du point 2.2.2. (si développé comme proposé ci-avant) afin de considérer aussi l'impact en terme de perte / gain de qualité du sol (aptitude à l'agriculture notamment) ;

- « Chapitre VIII. Examen des compensations » : le contenu de cet élément devrait être mis en lien notamment avec celui du point 2.2.2. et du point 3. (si développés comme proposé ci-avant) ;

« Annexe D.3. » - Situation existante de fait - Activités humaines : Activités agricoles : Pour cet élément, la mise en évidence (localisation, description et superficies correspondantes) d'un usage agricole actuel de fait, tant pour les zones visées par la modification du plan de secteur projetée que pour celles des zones agricoles qui seraient créées à titre de compensations serait nécessaire notamment en vue d'identifier les zones pour lesquelles la compensation envisagée viendrait conforter (sécurisation juridique) l'usage agricole actuel mais sans pour autant créer de surface agricole additionnelle dans les faits. Remarques importantes : Compte tenu de ce que le périmètre visé par la présente demande recoupe celui du site « RGPT station-service » précité référencé « BEDSS SSHT670612 » et, compte tenu de ce que la présente demande sera très vraisemblablement suivie de projets induisant des travaux au niveau du sol (remblayage, déblayage, création de voiries, etc.), des renseignements complémentaires (état du sol, mesures de sécurité et/ou de suivi, restrictions d'usage) peuvent être demandés auprès de la Direction de l'Assainissement des Sols (DAS) du DSD - DGO3 pour ce qui concerne les procédures « RGPT station-service ».

Considérant que dans son avis complémentaire du 15 septembre la DGO3 a proposé les compléments suivants en ce qui concerne certains aspects relatifs à la géologie du gisement :

- « Description précise de la géologie de la carrière et de ses abords, sur base de la documentation disponible et des investigations menées pour caractériser le gisement. Caractérisation de l'état de karstification de certaines zones du site et de ses abords (en prévision d'effets dus au rabattement de la nappe) ;

- Pour chaque partie du site, estimation du volume et des caractéristiques locales (notamment la qualité) des différentes couches géologiques présentes, au besoin au niveau des bancs dans la Pierre bleue (terrains meubles de couverture et de remplissage karstique, raches, pierre bleue, cliquantes) ;

- Recherches de filière de valorisation pour tous les co-produits. Suggestion de valorisation des bancs de pierre bleue de moindre qualité (hors granulats) ;

- Détermination de la nature et du volume des stériles d'exploitation pour lesquels aucune valorisation n'est possible à court, moyen ou long terme. » ;

Considérant que ces observations sont globalement pertinentes et méritent d'être prises en compte, qu'elles ont été intégrées au projet de contenu adopté le 16 juin 2016 par le Gouvernement wallon, soit littéralement à l'endroit souhaité, soit en une autre partie du document et moyennant reformulation, de manière à garantir la cohérence générale du texte ;

Considérant, en conséquence, que les suggestions relatives à l'hydrogéologie et à la géologie ont été intégrées au texte au point B. « Degré de précision des informations » (préambule, point 1. 'Géologie' et point 4. 'Hydrogéologie') ;

Considérant que ce même point B. a été complété par un point 'Faune et flore' ;

Considérant qu'en ce qui concerne les impacts sur l'agriculture et le choix des compensations, le texte des points 'agriculture' et 'compensation' du point B. « Degré de précision des informations » et du chapitre IV « Examens des compensations » a été complété ;

Considérant que certaines remarques ne nécessitaient pas de modification du contenu adopté le 16 juin 2016 compte tenu que son libellé incluait déjà ces problématiques ;

58

Considérant qu'ainsi modifié, le contenu de l'étude d'incidences de plan de secteur, tel que présenté en annexe au présent arrêté, explicite bien la portée du prescrit de l'article 42, alinéa 2, du Code, en précisant l'ampleur et le degré de précision des informations que doit comporter l'étude au regard de la spécificité de l'avant-projet de révision ;

Considérant enfin qu'aucun élément de l'avant-projet de révision du plan de secteur de La Louvière-Soignies adopté par le Gouvernement wallon le 16 juin 2016 n'est dispensé de l'étude d'incidences ;

Considérant qu'il convient de poursuivre sans retard la procédure de révision du plan de secteur de La Louvière-Soignies entamée, en mettant en œuvre les dispositions de l'article 42, alinéa 2, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine ;

Sur proposition de son Ministre de l'Aménagement du Territoire,

Arrête :

Article 1^{er}. Il y a lieu de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision du plan de secteur de La Louvière-Soignies (planches 38/8, 39/5 et 46/1) portant sur l'inscription :


- de deux zones d'extraction sur le territoire de la commune de Soignies (Soignies et Neufvilles), en extension du site dit « Carrières du Hainaut », afin de permettre la poursuite de l'activité existante ;
- de deux zones d'extraction, d'une zone d'activité économique industrielle, d'une zone agricole et d'un périmètre de réservation, à titre complémentaire, sur le même site ;
- de trois zones agricoles et de deux zones d'espaces verts sur le même site ainsi que d'une zone naturelle, de deux zones agricoles et d'une zone d'espaces verts sur le site dit « Restaumont » à Ecaussinnes au titre de compensation planologique et d'une zone naturelle à titre complémentaire ;
- et sur le remplacement d'un périmètre de réservation relatif à un tronçon réalisé de la RN 57 sis à proximité du site dit « Restaumont » par le tracé du tronçon réalisé.

Art. 2. L'ampleur et le degré de précision des informations que doit comprendre l'étude d'incidences visée à l'article 1^{er} sont fixés par l'annexe au présent arrêté intitulée « Contenu de l'étude d'incidences de plan de secteur ».

Art. 3. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1^{er} décembre 2016.

Le Ministre-Président,


P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,


C. DI ANTONIO

POUR COPIE CONFORME


A. PAULET
Directeur

ANNEXE

CONTENU DE L'ETUDE D'INCIDENCES DE plan de secteur

A. AMPLEUR

AUCUN ELEMENT DE L'AVANT-PROJET N'EST DISPENSE DE L'ETUDE D'INCIDENCES.

POUR CHAQUE ZONE FAISANT L'OBJET DE LA REVISION DE PLAN DE SECTEUR, L'AUTEUR IDENTIFIERA LES INCIDENCES TANT POSITIVES QUE NEGATIVES DU CHANGEMENT D'AFFECTATION ENVISAGE.

LA JUSTIFICATION SOCIO-ECONOMIQUE DOIT CONDUIRE A MESURER L'INTERET DE REVISER LE PLAN DE SECTEUR POUR L'ECONOMIE WALLONNE. ELLE REPRESENTA DONC UN ENJEU IMPORTANT POUR LA POURSUITE DE LA PROCEDURE ET DOIT ETRE ETUDIEE AVEC SOIN PAR DES PERSONNES QUALIFIEES.

L'AUTEUR VERIFIERA LA PERTINENCE ET LA QUALITE TECHNIQUE ET SCIENTIFIQUE DES REPONSES FOURNIES PAR LE DEMANDEUR LORS DE LA REUNION D'INFORMATION ET APPORTERA UNE REPONSE PARTICULIERE A CHACUNE DES OBSERVATIONS EMISES A CETTE OCCASION ET REPRISE DANS LE PROCES-VERBAL DE LA REUNION. CES REPONSES SERONT CLAIREMENT IDENTIFIEES DANS LE DOCUMENT ET DONC FACILEMENT IDENTIFIABLES PAR LA POPULATION LORS DE L'ENQUETE PUBLIQUE.

B. DEGRE DE PRECISION DES INFORMATIONS

LE CONTENU D'ETUDE D'INCIDENCES DE PLAN RETENU CI-APRES CONSTITUE UN DOCUMENT-TYPE DONT LES ELEMENTS SONT CONSIDERES COMME SUFFISANTS AU REGARD DES ARTICLES 42 ET 42BIS DU CODE.

NEANMOINS, ET SANS PREJUDICE DE LA QUALITE ET DU SOIN A APPORTER A L'ENSEMBLE DE L'ETUDE, UNE ATTENTION TOUTE PARTICULIERE SERA RESERVEE AUX ELEMENTS SUIVANTS DE LA PRESENTE ETUDE D'INCIDENCES EU EGARD :

- AUX SPECIFICITES ECONOMIQUES, TECHNIQUES ET ENVIRONNEMENTALES DE L'AVANT-PROJET,
- AUX AVIS EMIS PAR LA COMMISSION REGIONALE D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET LE CONSEIL WALLON DE L'ENVIRONNEMENT POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE SUR LE CONTENU DE L'ETUDE,
- AUX OBSERVATIONS FORMULEES PAR LE PUBLIC LORS DE LA REUNION D'INFORMATION PREALABLE ORGANISEE LE 24 SEPTEMBRE 2013,

→ A L'AVIS DU CONSEIL COMMUNAL DU 31 OCTOBRE 2013 ET AUX REMARQUES ET OBSERVATIONS DES SERVICES QU'IL A CONSULTES (CCATM, ADL, SERVICES TECHNIQUES).

L'ETUDE D'INCIDENCES DEVRA TENIR COMPTE DE LA DUREE D'EXPLOITATION ENVISAGEE, ET DONC DISTINGUER LA FAISABILITE DES ALTERNATIVES A COURT, MOYEN, LONG ET TRES LONG TERMES, TANT DU POINT DE VUE TECHNIQUE QUE DU POINT DE VUE ECONOMIQUE.

ELLE DEVRA AUSSI TENIR COMPTE DE L'AMPLEUR DU PROJET INDUSTRIEL VISE ET DONC, POUR CHACUNE DES CONTRAINTES RELEVES, DETERMINER L'ECHELLE DU TERRITOIRE IMPACTE.

COMPTE TENU DE LA PROXIMITE DU SITE DE LA CARRIERE DU CLYPOT, ELLE DEVRA AUSSI, TENIR COMPTE DU CUMUL DES INCIDENCES DES DEUX SITES (NOTAMMENT EN CE QUI CONCERNE L'HYDROGEOLOGIE ET LA MOBILITE). EN CE QUI CONCERNE L'HYDROGEOLOGIE, ELLE DEVRA EGALEMENT TENIR COMPTE DES AUTRES SITES DE PRELEVEMENT D'EAU SOUTERRAINE (CARRIERES, DISTRIBUTION PUBLIQUE, USAGES INDUSTRIELS) POUVANT ENGENDRER UN CUMUL SIGNIFICATIF D'INCIDENCES SUR LA NAPPE AVEC LE PRESENT PROJET, DONT NOTAMMENT LA CARRIERE TELLIER DES PRES ET LA PRISE D'EAU RESTAUMONT.

ELLE DEVRA AUSSI PROPOSER, SI NECESSAIRE, DES PRESCRIPTIONS SUPPLEMENTAIRES ET/OU DES MESURES D'AMENAGEMENT EVENTUELLES A RETENIR DANS LE CADRE DE LA REVISION DU PLAN DE SECTEUR ET DES RECOMMANDATIONS A FORMULER DANS LE CADRE DES PERMIS.

L'ETUDE D'INCIDENCES DEVRA PORTER SUR TOUTES LES MODIFICATIONS PLANOLOGIQUES ET LEURS IMPLICATIONS, TANT EN CE QUI CONCERNE LE SITE DES « CARRIERES DU HAINAUT » A SOIGNIES QU'EN CE QUI CONCERNE LE SITE DE L'ANCIENNE CARRIERE DE « RESTAUMONT ».

1. GEOLOGIE :

- DESCRIPTION PRECISE DE LA GEOLOGIE DE LA CARRIERE ET DE SES ABORDS, SUR BASE DE LA DOCUMENTATION DISPONIBLE ET DES INVESTIGATIONS MENEES POUR CARACTERISER LE GISEMENT.
- CARACTERISATION DE L'ETAT DE KARSTIFICATION DE CERTAINES ZONES DU SITE ET DE SES ABORDS (EN PREVISION D'EFFETS DUS AU RABATTEMENT DE LA NAPPE).
- POUR CHAQUE PARTIE DU SITE, ESTIMATION DU VOLUME ET DES CARACTERISTIQUES LOCALES (NOTAMMENT LA QUALITE) DES DIFFERENTES COUCHES GEOLOGIQUES PRESENTES, AU BESOIN AU NIVEAU DES BANCS DANS LA PIERRE BLEUE (TERRAINS MEUBLES DE COUVERTURE ET DE REMPLISSAGE KARSTIQUE, RACHES, PIERRE BLEUE, CLIQUANTES).
- RECHERCHE DES FILIERES DE VALORISATION POUR TOUS LES COPRODUITS, SUGGESTION DE VALORISATION DES BANCS DE PIERRE BLEUE DE MOINDRE QUALITE (HORS GRANULATS).
- DETERMINATION DE LA NATURE ET DU VOLUME DES STERILES D'EXPLOITATION POUR LESQUELS AUCUNE VALORISATION N'EST POSSIBLE A COURT, MOYEN OU LONG TERMES.

2. PLAN D'EXPLOITATION :

- ANALYSE DETAILLEE DE CHACUNE DES PHASES DE L'EXPLOITATION, NOTAMMENT :
 - QUANT AU VOLUME ET AUX CARACTERISTIQUES (NOTAMMENT LA QUALITE) DES COUCHES EXPLOITEES ET DES STERILES,
 - QUANT A L'EVOLUTION DES FRONTS DE TAILLE ET DES PLANCHERS,
 - QUANT A LA LOCALISATION DES INSTALLATIONS TECHNIQUES,
 - QUANT A LA LOCALISATION ET A L'EVOLUTION DES ZONES DE STOCKAGE DES STERILES,ET CE, TANT POUR LES PHASES DE LA PERIODE 2017-2080 QUE POUR LES PHASES DE LA PERIODE 2080-2140 (AVEC DES PLANS COTES DE L'EXPLOITATION POUR CHACUNE DES PHASES).
- PROPOSITIONS DE VARIANTES :
 - DE SCENARIO D'EXPLOITATION,
 - DE LOCALISATION DES DIFFERENTES INSTALLATIONS TECHNIQUES PENDANT TOUTE LA PERIODE D'EXPLOITATION ENVISAGEE (Y COMPRIS LES INSTALLATIONS DE LAVAGE DU GRANULAT AU PERLONJOUR ET L'USINE A GRANULAT APRES 2060-2080),
 - DE LOCALISATION DES ZONES DE STOCKAGE DES STERILES,
 - D'ALTERNATIVE AU STOCKAGE DES STERILES EN « MOTTES » SUR LE SITE DES « CARRIERES DU HAINAUT » (RECHERCHE D'AUTRES SITES DE STOCKAGE ET DE MOYENS DE TRANSPORT ADAPTES POUR LES Y TRANSPORTER, RECHERCHE DE MODES D'EXPLOITATION QUI PERMETTRAIT DE VALORISER UNE PART PLUS IMPORTANTE DE STERILES, ...),
 - DE REAMENAGEMENT FINAL OU DE RECONVERSION FUTURE (SITES INDUSTRIELS, MERLONS, FOSSE, ...).
- EVALUATION DES INCIDENCES DE CHACUN DES SCENARIOS NOTAMMENT QUANT A :
 - UNE VALORISATION OPTIMALE DES RESSOURCES DU SOUS-SOL,
 - UNE GESTION PARCIMONIEUSE DU SOL,
 - UNE PROTECTION A LONG TERME DE L'ENVIRONNEMENT, EN PARTICULIER DES RESSOURCES HYDROGEOLOGIQUES,
 - UNE PROTECTION DU CADRE DE VIE.

3. MOBILITE :

- TRANSPORT DES PRODUITS, DES COPRODUITS ET EVENTUELLEMENT DES STERILES :
 - ANALYSE DETAILLEE DE LA SITUATION EXISTANTE,
 - RECHERCHE D'ALTERNATIVES EN VUE DE PERMETTRE UN REPORT MODAL PLUS IMPORTANT :
 - VIA LES PLATES-FORMES MULTIMODALES EXTERIEURES,
 - VIA LA CREATION D'UNE INFRASTRUCTURE D'ACCES A LA VOIE FERREE A PARTIR DU NOUVEAU SITE DE L'USINE A GRANULATS,ET, LE CAS ECHEANT, DES STERILES VERS UN AUTRE SITE DE STOCKAGE,
- EVALUATION DES POTENTIALITES DE CHAQUE ALTERNATIVE ET DE SES IMPACTS SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE CADRE DE VIE,

TANT A PROXIMITE DU SITE QUE LE LONG DES TRAJETS PROPOSES VERS LES PLATES-FORMES MULTIMODALES EXTERIEURES ; CETTE ANALYSE DOIT SE FAIRE EN TENANT COMPTE DE LA DUREE PREVUE DE L'EXPLOITATION (120 ANS) ET DONC ENVISAGER LA PRESERVATION A LONG TERME DES POSSIBILITES DE REPORT MODAL SUR LA VOIE FERREE VOISINE.

- MOBILITE LOCALE :

- ANALYSE DES TRACES PROPOSES POUR LE NOUVEAU TRONÇON DE LA ROUTE DE LA PIERRE BLEUE, DE LA DEVIATION DE LA RUE DE NEUFVILLES ET DE LA PISTE CYCLABLE,
- ANALYSE DE LA MOBILITE LOCALE EN TENANT COMPTE DU CHARROI LOCAL ET DU CHARROI GENERE PAR LA CARRIERE DU CLYPOT VOISINE,
- ANALYSE DE LA PROPOSITION DE CREATION D'UN TRACE DE PISTE CYCLABLE EN SITE PROPRE,
- PROPOSITIONS D'ALTERNATIVES,
- EVALUATION DE CHACUN DES SCENARIOS, NOTAMMENT DU POINT DE VUE SECURITE DE TOUS LES USAGERS, DE LA FLUIDITE DES LIAISONS ENTRE NEUFVILLES ET SOIGNIES, DU CADRE DE VIE DES RIVERAINS ET DES IMPACTS SUR L'ENVIRONNEMENT (NOTAMMENT AU NIVEAU DE L'EMPRISE DU NOUVEAU TRACE DE LA PIERRE BLEUE SUR UNE LISIERE BOISEE).

4. HYDROGEOLOGIE :

- EAUX SOUTERRAINES :

- ANALYSE APPROFONDIE, DETAILLEE ET EXHAUSTIVE DU VOLET HYDROGEOLOGIQUE, PERMETTANT, NOTAMMENT, DE SITUER LE NIVEAU DE LA NAPPE AQUIFERE ET D'APPRECIER LES CARACTERISTIQUES LOCALES DU CONE DE RABATTEMENT AU DROIT DE LA CARRIERE DU HAINAUT ET DANS SON VOISINAGE IMMEDIAT ; CETTE ETUDE PRECISERA LA PIEZOMETRIE ACTUELLE (*EVOLUTION OBSERVEE DE 2008 A 2015*) ET FUTURE (*PREVISION D'EVOLUTION PENDANT TOUTE LA DUREE DE L'EXPLOITATION, JUSQU'A L'ECHEANCE DU PROJET EN 2060*),
- ANALYSE DE LA VALORISATION ACTUELLE DES EAUX D'EXHAURE ET DES POTENTIALITES FUTURES,
- ANALYSE QUALITATIVE DES EAUX SOUTERRAINES EXHAUREES.
- EAUX DE SURFACE : ANALYSE DE LA SITUATION ACTUELLE ET ESTIMATION DE LA SITUATION FUTURE QUANT AUX REJETS DES EXCEDENTS D'EAU D'EXHAURE DANS LES RUISSEAUX DU PLANTIN ET DE COGNEBEAU.
- DETERMINATION DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX A COURT, MOYEN, LONG ET TRES LONG TERMES, DE L'EXPLOITATION ENVISAGEE ET DES MESURES D'ATTENUATION.
- ESTIMATION DES POSSIBILITES D'APPROFONDISSEMENT (A COURT, MOYEN, LONG ET TRES LONG TERMES) DE LA CARRIERE EU EGARD AUX CONTRAINTES RELEVES EN TENANT COMPTE DE L'ENSEMBLE DES AUTRES PRELEVEMENTS SUR L'AIRE D'ALIMENTATION CONSIDEREE ET DE L'EVOLUTION DE CETTE AIRE D'ALIMENTATION ET

MISE EN RELATION DE L'EVOLUTION TEMPORELLE DES VOLUMES D'EXHAURES PREVISIONNELS AVEC L'EVOLUTION TEMPORELLE DES PROFONDEURS D'EXPLOITATION PROJETEES, ET AVEC L'EVOLUTION PROJETEE DES AUTRES PRELEVEMENTS SIGNIFICATIFS SUR L'AIRE D'ALIMENTATION, JUSQU'A L'EACHEANCE DU PROJET EN 2060.

5. AGRICULTURE :

- ANALYSE APPROFONDIE DES IMPACTS SUR LA FONCTION AGRICOLE ET SUR LES EXPLOITATIONS CONCERNEES TANT EN CE QUI CONCERNE LES PROPRIETAIRES QUE LES EXPLOITANTS, PROPOSITION D'ALTERNATIVES EVENTUELLES.
- ANALYSE COMPARATIVE DE L'APTITUDE A L'AGRICULTURE DES ZONES AGRICOLES PERDUES ET DES ZONES AGRICOLES CREEES AU TITRE DE COMPENSATIONS PLANOLOGIQUES ET PROPOSITIONS D'AMENAGEMENT EVENTUELS.

6. CADRE DE VIE :

- ANALYSE DES IMPACTS ACTUELS ET FUTURS DE L'EXPLOITATION ET DES INSTALLATIONS TECHNIQUES SUR LE CADRE DE VIE DES RIVERAINS, PORTEE DES NUISANCES, POSSIBILITES D'ATTENUATION, PRINCIPALEMENT EN CE QUI CONCERNE :
 - LES EMISSIONS DE BRUIT,
 - LES EMISSIONS DE POUSSIERES,
 - LES VIBRATIONS : FAIRE DES MESURES A L'OUEST DU SITE, ENTRE LES FRONTS D'EXPLOITATION DE LA CARRIERE ET LES PREMIERES MAISONS DE NEUFVILLES (RUE DU MOULIGNEAU ET RUE DE NEUFVILLES, A PROXIMITE DE L'OLEODUC),
 - LA STABILITE DU SOL (NOTAMMENT RISQUES DE REACTIVATION DE PHENOMENES KARSTIQUES, GLISSEMENT DE TERRAIN,...),
 - LES MODIFICATIONS DU PAYSAGE (NOTAMMENT, LES AMENAGEMENTS TANT EN COURS D'EXPLOITATION QUE FINAUX),EN TENANT COMPTE DE LA PROXIMITE DES ZONES HABITEES DE SOIGNIES ET NEUFVILLES ET DES ACTIVITES QUI Y SONT PRESENTES, NOTAMMENT LE CENTRE REINE FABIOLA.
- EVALUATION DE L'EFFICACITE DES MESURES D'ATTENUATIONS PROPOSEES, NOTAMMENT DES MERLONS.
- PROPOSITIONS D'ALTERNATIVES.

7. FAUNE ET FLORE :

- SITES A ETUDIER TOUT PARTICULIEREMENT, OUTRE LE PERIMETRE DU SITE :
 - LES ALENTOURS DU COURS D'EAU DU PLANTIN,
 - LES BOISEMENTS SITUES EN ZONE D'ESPACES VERTS ET QUI SERONT IMPACTES PAR LE NOUVEAU TRACE DE LA ROUTE DE LA PIERRE BLEUE.

8. COMPENSATIONS :

- VERIFICATION DE L'OPPORTUNITE DES DESAFFECTATIONS PROPOSEES AU REGARD DES BESOINS DE LA COLLECTIVITE A LONG TERME, DES PERIMETRES RETENUS, DU CHOIX DES AFFECTATIONS AU REGARD DES SITUATIONS EXISTANTES DE FAIT ET DE DROIT ET DES ACTIVITES VOISINES.
- EN PARTICULIER, EN CE QUI CONCERNE LES DESAFFECTATIONS SUR LE SITE DE SOIGNIES :
 - VERIFICATION DE LA PERTINENCE DES DELIMITATIONS PROPOSEES COMPTE TENU DE LA PROXIMITE DE L'EXPLOITATION,
 - VERIFICATION DE LA FAISABILITE DE CREATION D'ESPACES CULTIVES SUR CERTAINES PARTIES DES « MOTTES »,
 - ANALYSE DU POTENTIEL AGRICOLE ET NATUREL DE CHAQUE PARTIE DU SITE ET PROPOSITIONS DE REAMENAGEMENTS ADAPTES,
 - ESTIMATION DU DELAI DE REAMENAGEMENT, COMPTE TENU QUE CELUI-CI DOIT ETRE EFFECTIF AVANT TOUTE INSCRIPTION DEFINITIVE EN ZONE NON DESTINEE A L'URBANISATION AU PLAN DE SECTEUR.
- PROPOSITIONS D'ALTERNATIVES DE COMPENSATIONS PLANOLOGIQUES EVENTUELLES OU DE REAMENAGEMENT.

PHASE I.

Introduction

L'introduction a pour but de replacer l'étude d'incidences dans son contexte et vise notamment à clarifier la procédure pour le public.

1. Rappel de la procédure de révision d'un plan de secteur - Articles 42 à 46 du C.W.A.T.U.P.

2. Avant-projet de révision du plan de secteur adopté par le Gouvernement wallon y compris les mesures d'atténuation relatives à la mise en œuvre du projet (art 42, 1°)

3. Acteurs de la révision du plan de secteur

3.1. *Décideur*

Gouvernement wallon représenté par le Ministre ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions.

3.2. *Initiateur de la demande*

Promoteur du projet, société ou personne physique exploitant le site carrier. Organigramme de la société (notamment quand il y a plusieurs filiales, ou plusieurs sociétés dans un groupe). Préciser la (les) personne(s) de contact et ses (leurs) coordonnées.

3.3. Auteur de l'étude d'incidences

Bureau d'études agréé : préciser les catégories et la durée des agréments, les différentes personnes qui ont collaboré à l'étude en spécifiant leurs compétences. Préciser la (les) personne(s) de contact et ses (leurs) coordonnées.

4. Contraintes potentielles relevées par l'administration

Il s'agit des contraintes relevées par l'administration sur la base de l'analyse de la situation de droit et de fait, ainsi que sur la base des différents avis réceptionnés à ce stade de la procédure (Collège et Conseil communaux, CCATM, Direction générales du SPW, CRAT, CWEDD, CRAEC, CRMSF, les sociétés de distribution d'eau, Elia, SNCB, Défense nationale, ...).

Chapitre I. Description de l'avant-projet de plan

1. Objet de la révision de plan de secteur (art 42, 1°)

Localisation et superficie de la (des) zone(s) d'extraction (ou autres zones et/ou périmètre(s) prévu(s) à l'article 40 du Code) inscrite(s) à l'avant-projet de plan, en ce compris les compensations planologiques.

- LOCALISATION EXACTE (PROVINCE, COMMUNE(S), LIEU-DIT, RUE, N° DE PLANCHE IGN, COORDONNEES LAMBERT) ET ILLUSTRATION SUR CARTES ROUTIERE ET TOPOGRAPHIQUE (1/50 000 ET 1/10 000) + ORTHOPHOTOPLAN AU 1/10 000 ;
- PARCELLES CADASTRALES CONCERNEES PAR LA REVISION DE PLAN DE SECTEUR REPORTEES SUR FOND IGN AU 1/10 000 ET 1/25 000, PRECISER LA SUPERFICIE TOTALE PROPRIETE DU DEMANDEUR, COPIE DES ACCORDS DE MISE A DISPOSITION DES TERRAINS, ... ;
- AFFECTATIONS AU PLAN DE SECTEUR (ACTUELLES ET PROJETEES) (CARTES 1/10 000 ET 1/25 000), PRECISER LES SUPERFICIES DES ZONES DONT L'AFFECTATION CHANGE (Y COMPRIS LES PERIMETRES PREVUS A L'ARTICLE 40 DU CODE). LE CAS ECHEANT, PRECISER LES PRESCRIPTIONS SUPPLEMENTAIRES PREVUES (CF. ARTICLE 41 DU CODE).
- DESCRIPTION GEOLOGIQUE DU GISEMENT VISE PAR LA REVISION DU PLAN DE SECTEUR :
 - SITUATION REGIONALE (BASSIN OU MASSIF STRUCTURAL) ;
 - GISEMENT (LITHOLOGIE, AGE, FORMATION, MEMBRE, PUISSANCE TOTALE ET PUISSANCE VALORISEE, STRUCTURE DES COUCHES (PENDAGE ET DIRECTION), NATURE ET EPAISSEUR DE LA COUVERTURE... - JOINDRE UN EXTRAIT DE LA CARTE GEOLOGIQUE LA PLUS RECENTE ; ETABLIR AU MOINS UNE COUPE GEOLOGIQUE AU DROIT DE LA FUTURE EXPLOITATION ; JOINDRE LES RESULTATS DE FORAGES ET / OU DE PROSPECTION GEOPHYSIQUE, LES RESULTATS D'ANALYSES PHYSICO-CHIMIQUES OU TOUT AUTRE ELEMENT RELATIF A LA QUALITE DU GISEMENT A EXPLOITER) ;
 - CONTRAINTES GEOTECHNIQUES (KARST, ACCIDENTS TECTONIQUES (FRACTURES ET FAILLES), HYDROGEOLOGIE, ANCIENS TRAVAUX MINIERs).
- PROJET D'EXPLOITATION ENVISAGE :
 - PRODUCTION (DETAILLER LES PRODUITS DE LA CARRIERE ET PRECISER LES QUANTITES (EN TONNES OU METRES CUBES), UNE EVENTUELLE CROISSANCE PREVUE, PRECISER LES VALORISATIONS ACTUELLES ET OU PROJETEES (NOUVEAUX PRODUITS) Y COMPRIS POUR LES STERILES (EXPLIQUER LES UTILISATIONS ET APPLICATIONS) ;
 - TECHNIQUES D'EXTRACTION ET DE TRAITEMENT DE LA ROCHE (FLOW-SHEET DE L'EXPLOITATION) ;
 - PHASAGE DE L'OCCUPATION (EN CE COMPRIS LA GESTION DES STERILES, DES EAUX D'EXHAURE ET LE REAMENAGEMENT) ;
 - INFRASTRUCTURES PROJETEES (DANS LE PERIMETRE DE L'AVANT-PROJET ET EN-DEHORS) ;
 - TRANSPORT DES PRODUITS.

2. Identification et explicitation des objectifs de la révision de plan de secteur (art 42, 1°)

IL S'AGIT D'UNE MISE EN EVIDENCE ET D'UNE COMPREHENSION DES OBJECTIFS DU GOUVERNEMENT VISES DANS L'ARRETE D'AVANT-PROJET DE PLAN.

IL NE S'AGIT PAS D'UN RECOPIAGE, NI D'UNE INTERPRETATION.

3. Analyse critique de la compatibilité des objectifs de l'avant-projet au regard des plans et programmes pertinents (art 42, 1°)

CETTE ANALYSE DOIT COMPORTER, ENTRE AUTRE, LA VERIFICATION DE LA COMPATIBILITE DES OBJECTIFS DE L'AVANT-PROJET AVEC LES ENJEUX PRESENTES DANS LES DOCUMENTS REGIONAUX REGLEMENTAIRES ET D'ORIENTATION, A SAVOIR LE CODE WALLON DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'URBANISME ET DU PATRIMOINE, AINSI QUE LES DIFFERENTS PLANS ET PROGRAMMES, TELS LE SCHEMA DE DEVELOPPEMENT DE L'ESPACE REGIONAL, LE PLAN D'ENVIRONNEMENT POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE, LE CONTRAT D'AVENIR POUR LA WALLONIE ACTUALISE, ...

IL NE S'AGIT PAS ICI DE RESUMER LES OBJECTIFS DESDITS DOCUMENTS REGIONAUX MAIS BIEN D'ANALYSER LES OBJECTIFS DE L'AVANT-PROJET AU REGARD DE CES DOCUMENTS.

Chapitre II. Justification socio-économique de l'inscription d'une zone d'extraction au plan de secteur

CE CHAPITRE VISE A VERIFIER SI LES TERRAINS INSCRITS EN ZONE D'EXTRACTION AU PLAN DE SECTEUR AU SEIN D'UN TERRITOIRE PERTINENT (A IDENTIFIER) PERMETTENT DE REpondre A LA DEMANDE ET A IDENTIFIER LES PRINCIPAUX IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES DE LA REVISION DU PLAN DE SECTEUR. (ART 42, 2°)

1. Evaluation du besoin

1.1. Caractéristiques du produit

SPECIFICITES, VALEUR AJOUTEE ET USAGES DU PRODUIT, IDENTIFICATION DES PRODUITS CONCURRENTS OU DE SUBSTITUTION ET DES AVANTAGES ET INCONVENIENTS COMPARATIFS DU PRODUIT CONSIDERE PAR RAPPORT AUX PRODUITS CONCURRENTS, TYPE DE TRANSPORT UTILISE ET PART DES TRANSPORTS DANS LE COUT DU PRODUIT.

1.2. Évaluation de la demande

IL S'AGIT ICI D'ÉVALUER LES PERSPECTIVES DE PRODUCTION DE L'EXPLOITANT EN FONCTION DES PERSPECTIVES DU MARCHÉ DU MATERIAU EXTRAIT.

1.2.1. Marché global du matériau, situation actuelle et perspectives de développement :

- ÉVALUER LES DEBOUCHES ACTUELS (EFFECTIFS ET POTENTIELS) DU MATERIAU EXTRAIT EN FONCTION DE SES DIVERS USAGES (PRÉCISER LE CAS ÉCHEANT L'INTÉRÊT PATRIMONIAL DE LA ROCHE EXTRAITE) ET DE L'ÉCHELLE DU MARCHÉ (L'AIRE DE CHALANDISE), DU LOCAL À L'INTERNATIONAL. SI L'EXERCICE EST PERTINENT, CITER ET LOCALISER SUR UNE CARTE LES PRINCIPALES ENTREPRISES ACTUELLEMENT CLIENTES (EFFECTIVES ET POTENTIELLES) ET L'INTÉRÊT QU'ELLES PEUVENT TIRER DE LA MISE EN EXPLOITATION DU SITE ; DANS LE CAS CONTRAIRE, CARTOGRAPHIER ET CARACTÉRISER L'AIRE DE CHALANDISE.
- ÉVOLUTION DU MARCHÉ DANS LES 30 PROCHAINES ANNÉES : ON PRENDRA NOTAMMENT EN CONSIDÉRATION L'ÉVOLUTION DES USAGES DU PRODUIT, LE DÉVELOPPEMENT DES PRODUITS DE SUBSTITUTION ET L'ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DES COÛTS DE TRANSPORT.

1.2.2. Position occupée par l'entreprise sur le marché (actuel et futur) :

- IDENTIFICATION DE LA CONCURRENCE TANT RÉGIONALE QU'INTERNATIONALE EXTRAYANT LE MÊME MATERIAU ET S'ADRESSANT À LA MÊME AIRE DE CHALANDISE (LOCALISER CHACUN DES SITES CONCURRENTS SUR UNE CARTE)
- ESTIMATION DE LA PART RELATIVE DE L'ENTREPRISE DANS LE MARCHÉ DÉFINI CI-DESSUS.
- PERSPECTIVES DE CROISSANCE DE L'ENTREPRISE EN FONCTION DE L'ÉVOLUTION DU MARCHÉ ET DES PERSPECTIVES DE PRODUCTION DES ENTREPRISES CONCURRENTES (PRENDRE ÉGALEMENT EN CONSIDÉRATION LES DEMANDES DE RÉVISION DE PLAN DE SECTEUR).

1.2.3. Conclusion sur les perspectives de production de l'entreprise à 30 ans.

1.3. Évaluation des potentialités du plan de secteur

Il s'agira ici d'évaluer les potentialités qu'offre le plan de secteur en vigueur pour répondre tant quantitativement que qualitativement à la demande validée au point 1.2.3

CETTE EVALUATION SE FERA EN DEUX TEMPS :

- DANS UN PREMIER TEMPS, ON EXAMINERA LA ZONE D'EXTRACTION ACTUELLEMENT EXPLOITEE ;
- DANS UN SECOND TEMPS, ON EXAMINERA LES ZONES D'EXTRACTION CORRESPONDANT A UN GISEMENT DE MEME NATURE, INSCRITES AU PLAN DE SECTEUR AU SEIN DE L'AIRE DE CHALANDISE DETERMINEE PRECEDEMMENT, NE CORRESPONDANT PAS AUX PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CONCURRENTES IDENTIFIEES AU POINT 1.2.2.

POUR CHACUN DE CES SITES, QUI SERONT LOCALISES SUR UNE CARTE, IL Y AURA LIEU DE PRECISER LES CARACTERISTIQUES DU GISEMENT : QUALITE DES ROCHES (ANALYSES PHYSICO-CHIMIQUES DISPONIBLES OU LABELS DE QUALITE), RESERVES ESTIMEES (EXPLIQUER LES METHODES DE CALCUL) ET EXPLOITABILITE.

IL Y AURA EGALEMENT LIEU DE VERIFIER L'ACCESSIBILITE DU SITE ET LA PRESENCE DES INFRASTRUCTURES NECESSAIRES, LA POSSIBILITE D'EXPLOITER EN FONCTION DES PRINCIPALES OCCUPATIONS DU SOL (EFFETS D'INCOMPATIBILITE DE L'ACTIVITE EXTRACTIVE AVEC LES AUTRES OCCUPATIONS DU SOL ET LES ACTIVITES HUMAINES) AINSI QUE LA LOCALISATION DU SITE PAR RAPPORT A L'EXPLOITATION EXISTANTE ET AUX ENTREPRISES CLIENTES ACTUELLES ET FUTURES.

1.4. Conclusion sur l'évaluation des besoins.

IL S'AGIT ICI DE CONCLURE SUR LA NECESSITE D'ETENDRE OU DE CREER UNE ZONE D'EXTRACTION AU PLAN DE SECTEUR AU SEIN DE LA ZONE DE CHALANDISE IDENTIFIEE.

2. Impacts socio-économiques.

Il s'agit ici d'estimer l'activité économique induite (tant en amont qu'en aval) par l'exploitation, l'emploi direct et indirect créé et les retombées financières générées (taxes, redevances,...).

Chapitre III. Validation de la localisation de l'avant-projet. Identification et analyse des variantes de localisation

Il s'agit ici, à l'échelle de l'aire de chalandise, de valider ou non la localisation de l'avant-projet :

- AU REGARD DES OPTIONS REGIONALES QUI S'APPLIQUENT A CE TERRITOIRE ;
- EN FONCTION DES CRITERES DE LOCALISATION IDENTIFIES AU POINT 1.3.

ET, S'IL ECHET, DE RECHERCHER DES VARIANTES DE LOCALISATION AU SEIN DE CE TERRITOIRE. (ART 42, 11°)

1. Transcription spatiale des grandes options régionales.

IL S'AGIT DE TRANSCRIRE, SUR LE TERRITOIRE CONSTITUANT L'AIRE DE CHALANDISE, LES OPTIONS PREVUES PAR LES DOCUMENTS REGIONAUX D'ORIENTATION (SDER, PEDD, CONTRAT D'AVENIR, PLANS STRATEGIQUES TRANSVERSAUX,...).

2. Explicitation des principaux critères de localisation répondant aux objectifs de l'avant-projet tels que validés au point 3 du chapitre I ON EXAMINERA EN TOUS CAS LES ELEMENTS SUIVANTS :

2.1. Caractéristiques du gisement : *qualité des roches (analyses physico-chimiques disponibles ou labels de qualité), réserves estimées (expliquer les méthodes de calcul) et exploitabilité.*

2.2. Localisation du site par rapport à l'exploitation existante et aux entreprises clientes actuelles et futures.

2.3. Accessibilité.

2.4. Présence d'infrastructures nécessaires.

2.5. Possibilités d'exploitation en fonction des principales occupations du sol (*effets d'incompatibilité de l'activité extractive avec les autres occupations du sol et les activités humaines*).

3. Validation de la localisation de l'avant-projet

IL S'AGIT ICI DE VERIFIER QUE LA LOCALISATION DE L'AVANT-PROJET N'ENTRE PAS EN CONTRADICTION AVEC LES OPTIONS REGIONALES IDENTIFIEES AU POINT 1. ET RESPECTE LES CRITERES DE LOCALISATION EXPLICITES AU POINT 2.

4. Recherche et présentation d'alternatives de localisation à l'avant-projet

IL S'AGIT ICI DE RECHERCHER DES ALTERNATIVES DE LOCALISATION A L'AVANT-PROJET EN APPLIQUANT AU TERRITOIRE DE L'AIRE DE CHALANDISE LES CRITERES DE LOCALISATION DEGAGES AU POINT 2. EN TENANT COMPTE DES OPTIONS REGIONALES IDENTIFIEES AU POINT 1.

CES VARIANTES DE LOCALISATION SERONT BRIEVEMENT PRESENTEES.

5. Sélection d'alternatives de localisation

IL S'AGIT ICI DE COMPARER L'AVANT-PROJET ET LES VARIANTES DE LOCALISATION AU REGARD :

- DES OPTIONS REGIONALES,
 - DES CRITERES DE LOCALISATION,
 - DES POTENTIALITES ET CONTRAINTES HUMAINES, SOCIO-ECONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTALES DU TERRITOIRE DE L'AIRE DE CHALANDISE,
 - DES COUTS DE MISE EN OEUVRE A CHARGE DE LA COLLECTIVITE,
- ET DE SELECTIONNER UNE OU PLUSIEURS VARIANTES DE LOCALISATION.

SI AUCUNE ALTERNATIVE DE LOCALISATION NE REpond MIEUX AUX CRITERES DE LOCALISATION QUE L'AVANT-PROJET, IL N'Y A PAS LIEU DE SELECTIONNER D'ALTERNATIVE.

Chapitre IV. Examen des compensations

(art.42, 10° et 46 CWATUP)

IL N'APPARTIENT PAS A L'AUTEUR DE L'ETUDE D'INCIDENCES DE PLAN DE SE PRONONCER SUR LE MODE DE COMPENSATION RETENU PAR LE GOUVERNEMENT DANS L'AVANT-PROJET DE REVISION (PLANOLOGIQUE-ALTERNATIVE), NI DE PROPOSER D'AUTRES FORMES DE COMPENSATION ALTERNATIVE. DE MEME, L'APPRECIATION DE LA PROPORTIONNALITE DES EVENTUELLES COMPENSATIONS ALTERNATIVES A L'IMPACT SUR LE VOISINAGE DE LA ZONE DESTINEE A L'URBANISATION PREVUE A L'AVANT-PROJET N'EST PAS DU RESSORT DE L'AUTEUR DE L'ETUDE.

CEPENDANT, POUR LES COMPENSATIONS PLANOLOGIQUES, IL LUI REVIENT :

- DE VALIDER LEUR LOCALISATION AU REGARD DES BESOINS ECONOMIQUES, SOCIAUX, ENVIRONNEMENTAUX ET PATRIMONIAUX AINSI QUE DE LA SITUATION EXISTANTE DE FAIT ET DE DROIT AINSI QUE DE SUGGERER DES LOCALISATIONS ALTERNATIVES S'IL ECHET ;
- D'EN PROPOSER UN PHASAGE EVENTUEL EN FONCTION D'UN PHASAGE DE L'EXPLOITATION OU DE VALIDER CELUI QUE PREVOIRAIT L'AVANT-PROJET ;

POUR LES COMPENSATIONS ALTERNATIVES A FINALITE ENERGETIQUE, ENVIRONNEMENTALE OU DE MOBILITE DEJA RETENUES AU STADE DE L'AVANT-PROJET ET POUR AUTANT, EN CE QUI CONCERNE CES DERNIERES, QU'ELLES PORTENT SUR LA REALISATION D'INFRASTRUCTURES, EQUIPEMENTS OU INSTALLATIONS, IL LUI REVIENT DE VERIFIER L'ADEQUATION DE LA NATURE DE CES INFRASTRUCTURES, EQUIPEMENTS ET INSTALLATIONS AUX ENJEUX ENERGETIQUES, ENVIRONNEMENTAUX ET/OU DE MOBILITE A RENCONTRER AINSI QUE LA PERTINENCE DE LEUR LOCALISATION, EN TENANT EGALEMENT COMPTE DE LA SITUATION EXISTANTE DE FAIT.

PHASE II.

Chapitre V. Identification et analyse des contraintes et potentialités des zones d'extraction prévues à l'avant-projet et des variantes de localisation

1. Description du cadre réglementaire

1.1. Zones et périmètres d'aménagement réglementaires :

- 1.1.1. **Niveau régional** (plan de secteur, règlement régional d'urbanisme, plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique, règlement général sur les bâtisses en site rural, ...)
- 1.1.2. **Niveau communal** (plan particulier d'aménagement, plan communal d'aménagement, plan communal d'environnement pour le développement durable, plan communal de développement de la nature, schéma de structure communal, règlement communal d'urbanisme, plan communal général d'égouttage, ...)

1.2. Biens soumis à une réglementation particulière :

- 1.2.1. **Faune et flore** (statut juridique des bois et forêts, parc naturel, réserves naturelles, périmètres Natura 2000, sites d'intérêt communautaire (ZSC), habitats naturels (Décret du 06/12/2001) et espèces d'intérêt communautaire, ...) (art 42,5°)
- 1.2.2. **Activités humaines** (statut juridique des voiries et voies de communication, réseau RAVeL, industries et équipements à risque majeur SEVESO, ...) (art 42,6°)

1.3. **Périmètres d'autorisation à restriction de droits civils** (lotissements existants, périmètres ayant fait l'objet d'une intervention du Fonds des calamités, biens immobiliers soumis au droit de préemption, biens immobiliers soumis à l'expropriation pour cause d'utilité publique, ...)

1.4. **Périmètres inhérents aux politiques d'aménagement opérationnel** (périmètres de remembrement, de revitalisation urbaine, de rénovation urbaine, zones d'initiatives privilégiées, ...)

1.5. **Sites patrimoniaux et archéologiques** (monuments et sites classés, y compris les fouilles archéologiques, patrimoine monumental de Belgique, liste des arbres et haies remarquables, ...)

1.6. **Contraintes environnementales** (cavités souterraines d'intérêt scientifique, zones humides d'intérêt biologique, contrats de rivière, zones naturelles sensibles, sites de grand intérêt biologique, zones de protection spéciale de l'avifaune, périmètres d'intérêt paysager, périmètres de prévention rapprochée, éloignée et de surveillance des captages, zones vulnérables des principaux aquifères, ...)

1.7. Situation réglementaire de l'exploitation (permis et autorisations couvrant l'activité actuelle, demandes en cours, éventuelles infractions au plan de secteur et/ou au(x) permis, ...) si l'avant-projet porte sur son extension.

2. Description des caractéristiques humaines et environnementales du territoire concerné (art 42, 3°)

L'étendue de ce territoire sera adaptée suivant les caractéristiques envisagées. Elle sera spécifiée et argumentée point par point par le bureau d'études.

2.1. Caractéristiques humaines :

- 2.1.1. Cadre bâti - Biens matériels et patrimoniaux :** *structure urbanistique et morphologie architecturale du bâti et des espaces publics, patrimoine culturel (sites et biens classés, zones protégées, ...), carte des densités et pôles de développement*
- 2.1.2. Infrastructures et équipements publics aériens et souterrains** *(les voiries, les voies ferrées, les lignes électriques HT et THT, les lignes téléphoniques, les canalisations souterraines, ...) + cartographie et évolution des capacités*
- 2.1.3. Activités humaines** *(nature et caractéristiques des activités actuelles et potentielles dont l'agriculture, les activités touristiques, les équipements socioculturels sensibles tels que home, école, crèche, hôpital, autres occupations humaines ou industrielles (Seveso) sensibles, ...)*

2.2. Caractéristiques environnementales :

- 2.2.1. Géologie** *(A développer si nécessaire)*
- 2.2.2. Pédologie** *(caractérisation du type de sol, qualité et rareté, joindre un extrait de la carte pédologique)*
- 2.2.3. Hydrologie et hydrogéologie** *(bassin versant, sous-bassin, catégories de cours d'eau, plans d'eau, carte hydrogéologique, nappe aquifère (préciser le type), piézométrie, captages, zones vulnérables, zones de protection et de surveillance, zones de contrainte environnementale, ...)*
- 2.2.4. Topographie et paysages** *(géomorphologie et périmètres d'intérêt paysager, point ou ligne de vue ADESA, vision du paysage à partir du site et du site à partir des alentours + photographies, ...)*
- 2.2.5. Air et climat** *(données disponibles sur la qualité de l'air au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, les plus proches, pose de jauges Owen, données climatiques, direction des vents dominants, sur base des relevés de la station météorologique la plus proche, prélèvements et analyses d'air, écrans naturels, vallées encaissées, situations particulières, ...)*

2.2.6. Bruits et vibrations (*sources et niveaux actuels (étude acoustique) au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, et des zones de risque technologique les plus proches, données existantes ou mesurées, préciser les lieux de mesures, les dates et les heures*)

2.2.7. Faune et flore (*inventaire et description des espèces et des habitats, biotopes particuliers, biotopes aquatiques et palustres, présence éventuelle d'espèces et/ou de milieux protégés*)

3. Conclusion sur l'analyse des contraintes et potentialités des sites (art 42, 3°)

Chapitre VI. Identification des effets probables de la mise en œuvre du projet sur l'homme et l'environnement

IL S'AGIT DE METTRE EN EVIDENCE LES CONTRAINTES ET LES INCIDENCES NON NEGLIGEABLES PROBABLES (EFFETS SECONDAIRES, CUMULATIFS, SYNERGIQUES, A COURT, A MOYEN ET A LONG TERMES, PERMANENTS ET TEMPORAIRES TANT POSITIFS QUE NEGATIFS) SUR L'HOMME ET L'ENVIRONNEMENT. (ART 42, 8°)

LORSQUE LA MISE EN ŒUVRE DE LA (DES) ZONE(S) D'EXTRACTION EST PHASEE, LES EFFETS DOIVENT ETRE DETERMINES AUX DIFFERENTS STADES DE CETTE MISE EN ŒUVRE.

UNE DISTINCTION EST EFFECTUEE ENTRE LES IMPACTS SUR LE SITE CONCERNE PAR L'AVANT-PROJET OU LA VARIANTE DE LOCALISATION ET LES IMPACTS SUR LES ZONES VOISINES.

CETTE ANALYSE DOIT ETRE MENEES POUR LE SITE DE L'AVANT-PROJET ET DES VARIANTES DE LOCALISATION.

1. Impacts sur la qualité de vie (santé, sécurité, hygiène, ...)

1.1. Cadre bâti (*relation du projet avec l'agglomération existante et les propriétés riveraines, compatibilité avec les schémas de développement éventuels, avec les équipements et l'infrastructure existants*)

1.2. Impacts sur les biens matériels et le patrimoine culturel (*monuments et sites classés et fouilles archéologiques, fissures dans les bâtiments, atteintes à la stabilité des bâtiments, disparition ou dégradation de chemins communaux et voiries, canalisation souterraines (eau, électricité, gaz, téléphone, ...), lignes électriques, ...*)

1.3. Charroi (*direct et indirect - nombre de camions par jour, itinéraire, charge utile, effets sur le réseau autoroutier, les infrastructures et les flux de mobilité, ...*)

1.4. Tirs de mines (*vibrations au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, et des zones de risque technologique les plus proches, effets de site, ...*)

1.5. Bruit (*au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, les plus proches*)

1.6. Air et climat (*poussières - installation de jauges Owen -, formation de brouillards, odeurs, ...*)

1.7. Topographie et paysages (*pendant et après l'activité extractive, établir des photos de synthèse*)

2. Impacts sur les activités humaines (activités touristiques, activités SEVESO, activités agricoles, forestières, ...) (art 42, 9°)

3. Impacts sur le sol et le sous-sol (karst, travaux miniers, glissement de terrain, érosion, ou autres contraintes géotechniques, ...)

4. Impacts sur l'hydrogéologie et l'hydrologie

4.1. Modification du régime hydrogéologique (rabattement de nappe, tassement du sol, influence sur les captages et le réseau hydrographique, ...)

4.2. Modification du régime hydrologique (débit et charge des cours d'eau, inondations suite au rejet d'eaux d'exhaure, disparition/apparition de zones humides,...)

4.3. Mobilisation des ressources en eau potabilisable

5. Impacts sur la faune, la flore, la biodiversité

PENDANT ET APRES LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET, ALTERATIONS ET PERTES D'HABITATS FAUNISTIQUES ET D'ECOSYSTEMES, IMPACTS POTENTIELS SUR LES ESPECES ET HABITATS D'ESPECES, D'INTERET COMMUNAUTAIRE, PERIMETRES NATURA 2000, ... (LEGISLATION SUR LA CONSERVATION DE LA NATURE ET DIRECTIVES EUROPEENNES 79/409/CEE ET 92/43/CEE).

6. Interaction entre ces divers facteurs

7. Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable (art 42, 4°)

Il s'agit d'identifier, au regard des points 1 à 6 précédents, les zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable, de préciser les caractéristiques environnementales de ces zones et d'indiquer comment ces caractéristiques risquent d'être modifiées par le projet.

Chapitre VII. Examen des mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs et pour renforcer ou augmenter les effets positifs de l'avant-projet ou des variantes de localisation

1. Présentation des variantes de délimitation et de mise en œuvre (art 42, 11°)

LES VARIANTES DE DELIMITATION SONT DES VARIATIONS DU CONTOUR DES ZONES.

LES VARIANTES DE MISE EN ŒUVRE CORRESPONDENT PAR EXEMPLE A :

- UNE PRECISION DES AFFECTATIONS DES ZONES ;
- UN PHASAGE DE L'OCCUPATION ;
- DES EQUIPEMENTS TECHNIQUES OU DES AMENAGEMENTS PARTICULIERS ; ...

A L'ECHELLE DU PERIMETRE D'INFLUENCE, LES FONDEMENTS POUR L'IDENTIFICATION DES VARIANTES DE DELIMITATION ET DES VARIANTES DE MISE EN ŒUVRE SONT :

- REpondre AUX OBJECTIFS DE L'AVANT-PROJET ;
- REpondre AU PRESCRIT DU C.W.A.T.U.P. (ARTICLE 1^{ER} §1^{ER}) ET DES AUTRES DOCUMENTS REGIONAUX REGLEMENTAIRES OU D'ORIENTATION ;
- *utiliser au mieux les potentialités et contraintes du territoire ; minimiser les*

impacts négatifs et favoriser les impacts positifs sur les plans social,

économique et environnemental.

2. Mesures à mettre en œuvre (art 42, 10°)

POUR CHACUNE DES VARIANTES, SONT IDENTIFIEES LES MESURES A METTRE EN ŒUVRE POUR EVITER, REDUIRE OU COMPENSER LES IMPACTS NEGATIFS SUR L'ENVIRONNEMENT ET RENFORCER OU AUGMENTER LES IMPACTS POSITIFS.

SI DE TELLES MESURES SONT PRESENTES DANS L'AVANT-PROJET, IL S'AGIT DE VERIFIER LEUR ADEQUATION AVEC LES OBJECTIFS DE LA REVISION ET AVEC LES PARTICULARITES DU MILIEU. AU BESOIN, DE NOUVELLES PRESCRIPTIONS PEUVENT ETRE AJOUTEES.

2.1. Ajustement du zonage réglementaire (*y compris les périmètres prévus à l'article 40 du Code*), *en ce compris les zones constituant la compensation planologique.*

2.2. Etablissement de prescriptions supplémentaires

PARMI CES PRESCRIPTIONS SUPPLEMENTAIRES PEUVENT SE TROUVER (ARTICLE 41 DU C.W.A.T.U.P.) :

- UNE PRECISION DES AFFECTATIONS DE LA (DES) ZONE(S) ;

- LA REALISATION D'UN PLAN COMMUNAL D'AMENAGEMENT ;
- LE PHASAGE DE L'OCCUPATION DE LA (DES) ZONE(S) ;
- LA REVERSIBILITE DES AFFECTATIONS S'IL N'Y A PAS DE MISE EN ŒUVRE APRES UN LAPS DE TEMPS ;
- ...

2.3. Détermination d'équipements techniques et d'aménagements particuliers

2.4. Efficacité estimée de ces mesures et impacts résiduels non réductibles

3. Vérification de la prise en compte des objectifs pertinents de la protection de l'environnement humain et naturel dans le cadre de la révision du plan de secteur. (art 42, 7°)

LES OBJECTIFS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT A PRENDRE EN COMPTE COUVRENT AU MOINS LES THEMES SUIVANTS : LA DIVERSITE BIOLOGIQUE, LA POPULATION, LA SANTE HUMAINE, LA FAUNE, LA FLORE, LES SOLS, LES EAUX, L'AIR, LES FACTEURS CLIMATIQUES, LES BIENS MATERIELS, LE PATRIMOINE CULTUREL Y COMPRIS LE PATRIMOINE ARCHITECTURAL ET ARCHEOLOGIQUE, LES PAYSAGES ET LES INTERACTIONS ENTRE CES FACTEURS.

IL S'AGIT DES OBJECTIFS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT « PERTINENTS » POUR LE PLAN EN QUESTION. LA PERTINENCE D'UN OBJECTIF S'APPRECIE EN FONCTION DES INCIDENCES NOTABLES PROBABLES DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT TEL QUE DEFINI CI-DESSUS.

LES OBJECTIFS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT A PRENDRE EN COMPTE SONT CEUX QUI ONT ETE ETABLIS AU NIVEAU INTERNATIONAL, COMMUNAUTAIRE OU DES ETATS MEMBRES.

EN CE QUI CONCERNE LE NIVEAU COMMUNAUTAIRE, CES OBJECTIFS POURRONT ETRE DEGAGES NOTAMMENT DU SIXIEME PROGRAMME D'ACTION COMMUNAUTAIRE POUR L'ENVIRONNEMENT, MAIS EGALEMENT DES DIFFERENTES DIRECTIVES EUROPEENNES TELLES QUE LA DIRECTIVE-CADRE EAU.

TOUTEFOIS, DANS L'HYPOTHESE OU LES OBJECTIFS ETABLIS SUR LE PLAN INTERNATIONAL OU EUROPEEN ONT ETE INCORPORES DANS DES OBJECTIFS FIXES AU NIVEAU NATIONAL, REGIONAL OU LOCAL, LA PRISE EN COMPTE DE CES DERNIERS SUFFIT.

4. Evolution probable de la situation environnementale si le plan n'est pas mis en œuvre (art 42, 3°)

IL S'AGIT DE PRECISER L'EVOLUTION PROBABLE DES CARACTERISTIQUES ENVIRONNEMENTALES DES ZONES SUSCEPTIBLES D'ETRE TOUCHEES DE MANIERE NON NEGLIGEABLE (VOIR CHAPITRE V, POINT 7) EN CAS D'ABSENCE DE REVISION DU PLAN DE SECTEUR.

Chapitre VIII. Examen des compensations

L'ANALYSE DES INCIDENCES ENVIRONNEMENTALES CONCERNE TANT LES COMPENSATIONS PLANOLOGIQUES QUE TOUTES LES FORMES DE COMPENSATIONS ALTERNATIVES, QU'ELLES SOIENT A FINALITE OPERATIONNELLE, ENVIRONNEMENTALE, ENERGETIQUE OU DE MOBILITE ET QU'ELLES SE TRADUISENT OU NON PAR LA REALISATION D'INFRASTRUCTURES, EQUIPEMENTS OU INSTALLATIONS.

SEULS DOIVENT ETRE ANALYSES LES ELEMENTS DES CHAPITRES PRECEDENTS JUGES PERTINENTS.

LES INCIDENCES NEGATIVES ET POSITIVES DOIVENT ETRE IDENTIFIEES.

EN CAS D'INCIDENCES NEGATIVES, LE BUREAU D'ETUDES PEUT PRECONISER DES MESURES D'ATTENUATION OU UNE VARIANTE DE DELIMITATION.

Chapitre IX. Justifications, recommandations et suivi de la mise en œuvre du plan

1. Justification et comparaison de l'avant-projet et des différentes variantes de délimitation et de mise en œuvre (art 42, 11°)

LA JUSTIFICATION S'EFFECTUE SUR BASE DE L'ARTICLE 1^{ER} § 1^{ER} DU C.W.A.T.U.P. ET DE L'ANALYSE DES PRECEDENTS CHAPITRES.

SOUS FORME DE TABLEAU, LA COMPARAISON SE BASE AU MINIMUM SUR LES ELEMENTS CI-DESSUS : IMPACTS (TANT POSITIFS QUE NEGATIFS) SUR LE MILIEU, MESURES D'ATTENUATION DES IMPACTS A METTRE EN ŒUVRE, IMPACTS RESIDUELS.

RAPPELER QUELLES SONT LES PRINCIPALES POTENTIALITES ET CONTRAINTES DU PROJET DE REVISION DU PLAN DE SECTEUR.

CONCLUSIONS SUR LA DEMANDE ET LE CAS ECHEANT, ENONCER DES RECOMMANDATIONS.

2. Mesures envisagées pour assurer le suivi de la mise en œuvre du plan de secteur (art 42, 13°)

IL S'AGIT DE **LISTER LES IMPACTS NON NEGLIGEABLES**, DE **PROPOSER DES INDICATEURS DE SUIVI DE CES IMPACTS**, LEUR MODE DE CALCUL OU DE CONSTAT, LES DONNEES UTILISEES ET LEUR SOURCE, AINSI QUE LEURS VALEURS-SEUILS.

L'AUTEUR PEUT DONNER DES CONSEILS SUR DES POINTS A ETAYER DANS LE DOSSIER DE DEMANDE DE PERMIS ET DANS L'ETUDE D'INCIDENCES DU PROJET.

Chapitre X. Description de la méthode d'évaluation et des difficultés rencontrées

1. Présentation de la méthode d'évaluation et des difficultés rencontrées (art 42, 12°)

IL S'AGIT DE DECRIRE LES ELEMENTS SPECIFIQUES DE LA METHODE D'EVALUATION ET DE PRECISER LES DIFFICULTES RENCONTREES, NOTAMMENT DANS LA COLLECTE DES INFORMATIONS ET LES METHODES D'EVALUATION DES BESOINS.

2. Limites de l'étude (art 42, 12°)

L'AUTEUR DE L'ETUDE PRECISE LES POINTS QUI N'ONT PAS PU ETRE APPROFONDIS ET QUI POURRAIENT EVENTUELLEMENT L'ETRE DANS DE FUTURES ETUDES D'INCIDENCES.

Bibliographie

Résumé non technique

TABLE DES MATIERES, SUIVIE DE LA LISTE DES CARTES, FIGURES ET PHOTOS (AVEC LE NUMERO DE PAGE OU ELLES SE TROUVENT).

Le résumé non technique est un document indépendant qui comporte un maximum de 30 pages de texte. Il est illustré de cartes, de figures et de photos en couleur.

CE DOCUMENT DOIT RESUMER L'ETUDE D'INCIDENCES DE PLAN ET LA TRADUIRE DANS UN LANGAGE NON TECHNIQUE DE FAÇON A LA RENDRE COMPREHENSIBLE POUR UN PUBLIC NON AVERTI, ET DOIT FAVORISER LA PARTICIPATION DES CITOYENS A L'ENQUETE PUBLIQUE.

LES EFFETS POSITIFS, NEGATIFS ET LES MESURES D'ATTENUATION (RECOMMANDATIONS) PROPOSEES SERONT PRESENTES SOUS FORME DE TABLEAU SYNTHETIQUE.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision du plan de secteur de La Louvière-Soignies (planches 38/8, 39/5 et 46/1) portant sur l'inscription :
- de deux zones d'extraction sur le territoire de la commune de Soignies (Soignies et Neufvilles), en extension du site dit « Carrières du Hainaut », afin de permettre la poursuite de l'activité existante ;

- 50 4
- de deux zones d'extraction, d'une zone d'activité économique industrielle, d'une zone agricole et d'un périmètre de réservation, à titre complémentaire, sur le même site ;
 - de trois zones agricoles et de deux zones d'espaces verts sur le même site ainsi que d'une zone naturelle, de deux zones agricoles et d'une zone d'espaces verts sur le site dit « Restaumont » à Ecaussinnes au titre de compensation planologique et d'une zone naturelle à titre complémentaire ;
 - et sur le remplacement d'un périmètre de réservation relatif à un tronçon réalisé de la RN 57 sis à proximité du site dit « Restaumont » par le tracé du tronçon réalisé.

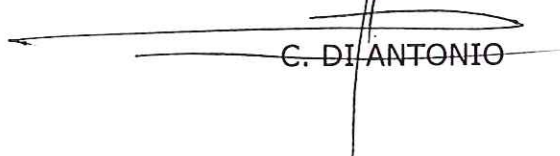
Namur, le 1^{er} décembre 2016.

Le Ministre-Président,



P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et
des Transports et du Bien-être animal,



C. DI ANTONIO

POUR COPIE CONFORME



A. PAULET
Directeur

Annexe A

Prescriptions supplémentaires et autres mesures d'aménagement

Les prescriptions supplémentaires visées à l'article 23, al. 2, 2° du Code sont définies à l'article 41 et peuvent porter notamment sur :

- 1° la précision de l'affectation des zones ;
- 2° le phasage de leur occupation ;
- 3° la réversibilité des affectations ;
- 4° la densité des constructions ou des logements ;
- 5° l'obligation d'élaborer un plan communal d'aménagement préalable à leur mise en œuvre ;
- 6° l'obligation d'élaborer un règlement communal d'urbanisme préalable ou encore sur tout autre type de prescription d'ordre urbanistique ou planologique.

Les autres mesures d'aménagement visées à l'article 23, al. 2, 3° du Code recouvrent notamment :

- les équipements projetés sur le site et en dehors (infrastructures de transport, d'adduction d'eau, de gaz, d'électricité, d'égouttage/épuration) ;
- les dispositifs de gestion de l'environnement et d'atténuation des incidences (station d'épuration, bassin d'orage,...) ;
- les mesures d'intégration paysagère ;

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision du plan de secteur de La Louvière-Soignies (planches 38/8, 39/5 et 46/1) portant sur l'inscription :

- de deux zones d'extraction sur le territoire de la commune de Soignies (Soignies et Neufvilles), en extension du site dit « Carrières du Hainaut », afin de permettre la poursuite de l'activité existante ;
- de deux zones d'extraction, d'une zone d'activité économique industrielle, d'une zone agricole et d'un périmètre de réservation, à titre complémentaire, sur le même site ;
- de trois zones agricoles et de deux zones d'espaces verts sur le même site ainsi que d'une zone naturelle, de deux zones agricoles et d'une zone d'espaces verts sur le site dit « Restaumont » à Ecaussinnes au titre de compensation planologique et d'une zone naturelle à titre complémentaire ;
- et sur le remplacement d'un périmètre de réservation relatif à un tronçon réalisé de la RN 57 sis à proximité du site dit « Restaumont » par le tracé du tronçon réalisé.

Namur, le 1^{er} décembre 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et
des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

POUR COPIE CONFORME

A. PAULET
Directeur

Annexe D.1.

Composantes perturbatrices du milieu

Composantes perturbatrices liées à la mobilisation ou la consommation des ressources naturelles

- Immobilisation de sol et sous-sol (retrait du sol et du sous-sol par rapport à d'autres activités humaines existantes et potentielles) ;
- Consommation d'eau.

Composantes perturbatrices liées aux rejets et émissions des activités

- Bruit ;
- Rejets solides, liquides et gazeux, déchets.

Composantes perturbatrices ou risques liés au stockage de produits

- Matières premières, matières de process, produits, sous-produits et déchets...

Composantes perturbatrices liées à la mobilisation des infrastructures et équipements publics dans et hors du site

- Mobilisation des voiries – circulation ;
- Mobilisation des parkings ;
- Mobilisation des équipements d'adduction (impétrants : eau, électricité, pipelines,...) ;
- Mobilisation des infrastructures de collecte et d'épuration des eaux usées.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision du plan de secteur de La Louvière-Soignies (planches 38/8, 39/5 et 46/1) portant sur l'inscription :

- de deux zones d'extraction sur le territoire de la commune de Soignies (Soignies et Neufvilles), en extension du site dit « Carrières du Hainaut », afin de permettre la poursuite de l'activité existante ;
- de deux zones d'extraction, d'une zone d'activité économique industrielle, d'une zone agricole et d'un périmètre de réservation, à titre complémentaire, sur le même site ;
- de trois zones agricoles et de deux zones d'espaces verts sur le même site ainsi que d'une zone naturelle, de deux zones agricoles et d'une zone d'espaces verts sur le site dit « Restaumont » à Ecaussinnes au titre de compensation planologique et d'une zone naturelle à titre complémentaire ;
- et sur le remplacement d'un périmètre de réservation relatif à un tronçon réalisé de la RN 57 sis à proximité du site dit « Restaumont » par le tracé du tronçon réalisé.

Namur, le 1^{er} décembre 2016.

Le Ministre-Président,



P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et
des Transports et du Bien-être animal,



C. DI ANTONIO

POUR COPIE CONFORME



A. PAULET
Directeur

Annexe D.2.

Situation existante de droit

Il convient notamment de relever les éléments suivants.

- Les périmètres et les zones d'aménagement réglementaires : communes en décentralisation et/ou ayant adopté un RCU, périmètres de PCA, plan communal d'égouttage, périmètres d'application du règlement général sur les bâtisses en site rural,...
- Les objets territoriaux soumis à réglementation particulière : statut juridique des voiries et voies de communication, statut juridique des bois et forêts, réseau RAVEL,...
- Les périmètres d'autorisation à restriction du droit civil : périmètres des lotissements existants, périmètres ayant fait l'objet d'une intervention du fond des calamités, biens immobiliers soumis au droit de préemption, biens immobiliers soumis à l'expropriation pour cause d'utilité publique,...
- Les périmètres inhérents aux politiques d'aménagement opérationnel : périmètres de remembrement, périmètres de revitalisation urbaine, périmètres de rénovation urbaine, zones d'initiatives privilégiées,...
- Les périmètres et sites patrimoniaux : monuments et sites classés y compris les fouilles archéologiques, patrimoine monumental de la Belgique, liste des arbres et haies remarquables,...
- Les périmètres de contraintes environnementales
- Les périmètres d'intérêt paysager : délimitation des périmètres d'intérêt paysager telles qu'inscrits au plan de secteur.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision du plan de secteur de La Louvière-Soignies (planches 38/8, 39/5 et 46/1) portant sur l'inscription :

- de deux zones d'extraction sur le territoire de la commune de Soignies (Soignies et Neufvilles), en extension du site dit « Carrières du Hainaut », afin de permettre la poursuite de l'activité existante ;
- de deux zones d'extraction, d'une zone d'activité économique industrielle, d'une zone agricole et d'un périmètre de réservation, à titre complémentaire, sur le même site ;
- de trois zones agricoles et de deux zones d'espaces verts sur le même site ainsi que d'une zone naturelle, de deux zones agricoles et d'une zone d'espaces verts sur le site dit « Restaumont » à Ecaussinnes au titre de compensation planologique et d'une zone naturelle à titre complémentaire ;
- et sur le remplacement d'un périmètre de réservation relatif à un tronçon réalisé de la RN 57 sis à proximité du site dit « Restaumont » par le tracé du tronçon réalisé.

Namur, le 1^{er} décembre 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et
des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

POUR COPIE CONFORME

A. PAULET
Directeur

Annexe D.3.

Situation existante de fait

Le milieu biophysique

- Air et climat (dont la direction du vent)
- Eaux de surface et souterraines
- Sol et sous-sol (dont le relief et l'identification des gisements de grande valeur économique ou patrimoniale à protéger)
- Biotopes
- Risques naturels et des contraintes géotechniques auxquels est soumis le périmètre d'étude :
 - inondations ;
 - phénomènes karstiques ;
 - risque minier ;
 - éboulement ;
 - glissement de terrain ;
 - risque sismique.
- Périmètres d'intérêt paysager (en fonction des lignes de force du paysage et de la présence de points de vue remarquables)

Le milieu humain

- Ambiance sonore et olfactive ;
- Localisation de l'habitat, structure urbanistique et morphologie architecturale du bâti et des espaces publics ;
- Patrimoines culturel et naturel ;
- Paysage et ambiance visuelle ;
- Infrastructure et équipements ;
- Le cheminement des modes lents ;
- Présence de biens immobiliers ou d'un site classé ;
- Réseau de transports en commun et fréquences – cartes d'accessibilité.

Les activités humaines

- Nature et caractéristiques des activités actuelles et potentielles (dans le cadre du plan de secteur actuel) ;
- Equipements socio-culturels sensibles ;
- Autres occupations humaines sensibles aux activités dérangeantes ;
- Activités agricoles ;
- Autres activités économiques.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision du plan de secteur de La Louvière-Soignies (planches 38/8, 39/5 et 46/1) portant sur l'inscription :

- - de deux zones d'extraction sur le territoire de la commune de Soignies (Soignies et Neufvilles), en extension du site dit « Carrières du Hainaut », afin de permettre la poursuite de l'activité existante ;
- - de deux zones d'extraction, d'une zone d'activité économique industrielle, d'une zone agricole et d'un périmètre de réservation, à titre complémentaire, sur le même site ;
- - de trois zones agricoles et de deux zones d'espaces verts sur le même site ainsi que d'une zone naturelle, de deux zones agricoles et d'une zone d'espaces verts sur le site dit « Restaumont » à Ecaussinnes au titre de compensation planologique et d'une zone naturelle à titre complémentaire ;
- - et sur le remplacement d'un périmètre de réservation relatif à un tronçon réalisé de la RN 57 sis à proximité du site dit « Restaumont » par le tracé du tronçon réalisé.

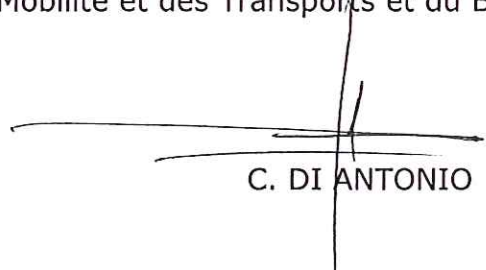
Namur, le 1^{er} décembre 2016.

Le Ministre-Président,



P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,



C. DI ANTONIO

POUR COPIE CONFORME



A. PAULET
Directeur

Annexe D.5.

Incidences environnementales

Effets sur l'air et le climat

- Eventuelle perturbation du microclimat par des bâtiments de grande hauteur (ombre portée, effets de turbulence aux pieds des bâtiments de grande hauteur,...) ;
- Eventuelle participation à la formation de brouillards par le rejet de poussières dans l'atmosphère dans des conditions de diffusité favorable.

Effets sur les eaux superficielles et souterraines

- Modifications du régime hydrogéologique des nappes aquifères et hydrologique des cours d'eau liées à l'imperméabilisation des sols par les bâtiments et aménagements au sol (voiries et parkings) ;
- Modification de la qualité chimique, microbiologique et de la turbidité des cours d'eau liée aux rejets des eaux pluviales et épurées ;
- Modification du régime des cours d'eau liée au rejet des eaux pluviales et épurées ;
- Risque de pollution accidentelle notamment liée au stockage de produits ou de déchets ;
- Possible mobilisation de ressources en eau de proximité par puisage ;
- Régime karstique et effondrements par le rabattement des nappes.

Effets sur le sol et le sous-sol

- Immobilisation non réversible du sol et du sous-sol liée à l'implantation des bâtiments et aux aménagements du sol par les voiries et parkings ;
- Risque de pollution accidentelle des sols notamment liée au stockage de produits ou de déchets ;
- Effondrements karstiques et/ou miniers avec risques majeurs.

Effets sur la faune et la flore

- Destruction et/ou fragmentation des biotopes liée à l'implantation des bâtiments, aux aménagements au sol et à la modification du relief du sol ;
- Altération des écotopes par des polluants gazeux, liquides ou solides ;
- Perturbation de la faune liée aux activités (bruits, mouvements,...) ;
- Impact sur les zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux directives 79/409/CEE (conservation des oiseaux sauvages) et 92/43/CEE (conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages = réseau Natura 2000).

Effets sur la santé et la sécurité de l'homme

- Altération de la santé liée au bruit généré par les véhicules utilisant le circuit, notamment les motos, et par l'accroissement du trafic ;
- Altération de la santé liée au rejet de polluants atmosphériques ;
- Atteinte à la sécurité liée à l'accroissement de la circulation de motos, voitures et camions sur le réseau de voiries ;
- Vibrations dues aux process des entreprises (cribles, concasseurs, broyeurs,...)

Effets sur l'agrément des conditions de vie

- Altération de l'ambiance olfactive par le rejet de polluants gazeux voire de déchets ;
- Altération de l'ambiance sonore par des activités bruyantes et l'accroissement du trafic ;
- Altération de la qualité visuelle liée à la volumétrie ou à la composition architecturale et urbanistique des futurs bâtiments ainsi qu'aux modifications probables de relief du sol pour les implanter.

Effets sur les biens matériels et patrimoniaux

- Dégradation des biens immobiliers patrimoniaux par les rejets atmosphériques de certaines industries polluantes ;
- Atteinte à d'éventuels sites archéologiques.

Effets sur la mobilité, les réseaux et infrastructures

- Partage modal du trafic ;
- Mobilisation inadéquate des infrastructures routières à l'origine d'incidences sur la fluidité du trafic ;
- Perturbation par un apport de charge inadéquate sur le réseau de viabilité et d'épuration des eaux ;
- Surcharge des réseaux électriques, de gaz et de communication.

Effets sur les activités

- Impact sur les activités primaires (agriculture, sylviculture) présentes sur le site de l'avant-projet lié à la mobilisation de la ressource sol et sous-sol ;
- Impact sur certains usages du sol et activités permanentes ou occasionnelles sensibles (résidences, tourisme...) lié aux éventuelles nuisances sonores et olfactives.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision du plan de secteur de La Louvière-Soignies (planches 38/8, 39/5 et 46/1) portant sur l'inscription :

- de deux zones d'extraction sur le territoire de la commune de Soignies (Soignies et Neufvilles), en extension du site dit « Carrières du Hainaut », afin de permettre la poursuite de l'activité existante ;
- de deux zones d'extraction, d'une zone d'activité économique industrielle, d'une zone agricole et d'un périmètre de réservation, à titre complémentaire, sur le même site ;
- de trois zones agricoles et de deux zones d'espaces verts sur le même site ainsi que d'une zone naturelle, de deux zones agricoles et d'une zone d'espaces verts sur le site dit « Restaumont » à Ecaussinnes au titre de compensation planologique et d'une zone naturelle à titre complémentaire ;
- et sur le remplacement d'un périmètre de réservation relatif à un tronçon réalisé de la RN 57 sis à proximité du site dit « Restaumont » par le tracé du tronçon réalisé.

Namur, le 1^{er} décembre 2016.

Le Ministre-Président,



P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,



C. DI ANTONIO

POUR COPIE CONFORME



A. PAULET
Directeur